

Guinée-Bissau

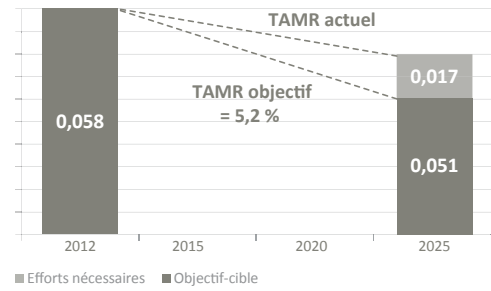
Date d'adhésion :
Mars 2014

Faits marquants

- Un groupe Multisectoriel fonctionnel se réunit tous les deux mois pour échanger sur la nutrition
- Trois documents nationaux fournissent un cadre d'orientation pour la mise en œuvre d'interventions multisectorielles de nutrition : la Politique Nationale de Nutrition (PNN); le Plan Stratégique d'Investissement Agricole (PNIA); le Plan Stratégique National de Nutrition, dont l'estimation financière n'a pas encore été faite.
- Les lois relatives à la commercialisation des substituts du lait maternel, à la fortification des aliments et à la création de la Plateforme Multisectorielle sont soumises au parlement, en attente de signature.

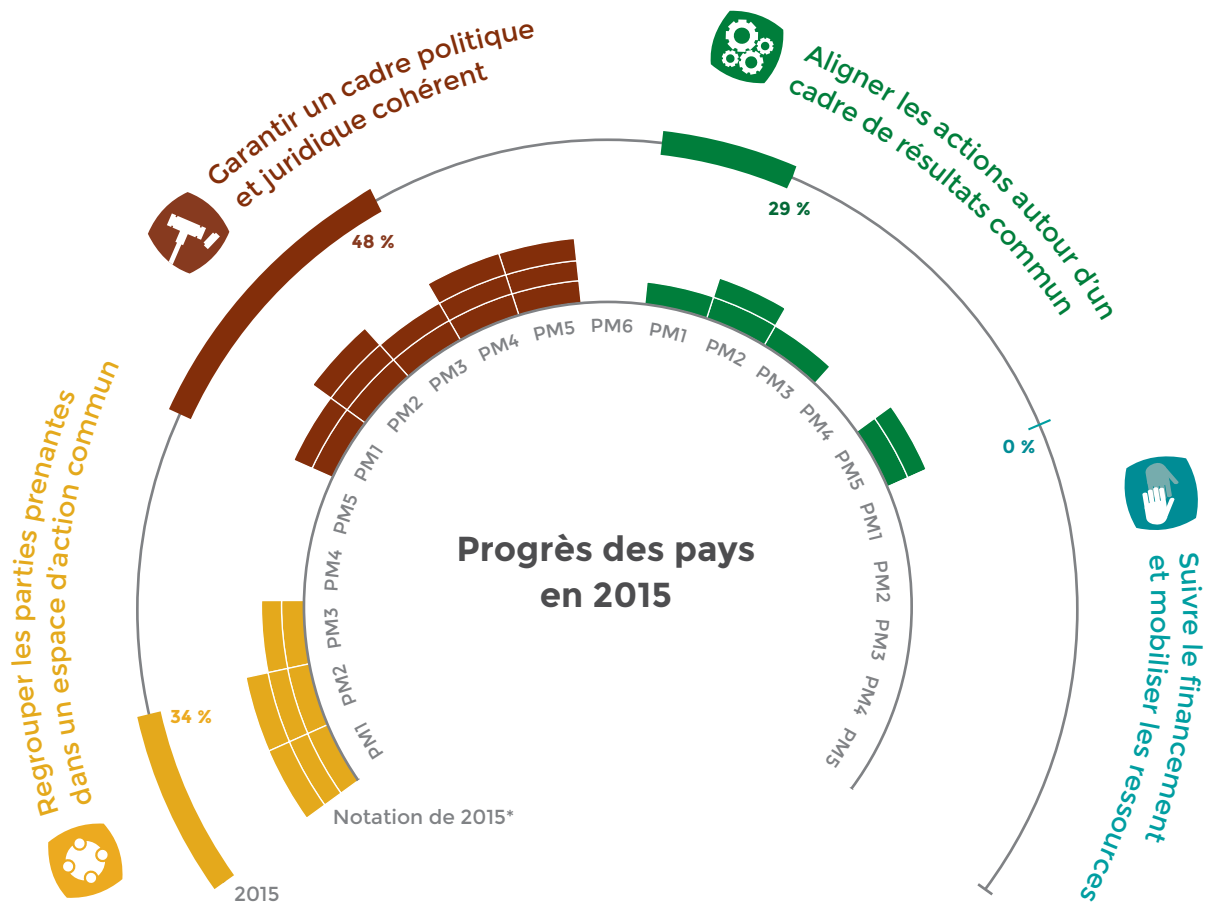
Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 32,2 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 16,0 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	27,6 %
Faible poids à la naissance :	21,3 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	52,5 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	6,0 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	2,3 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	44,6 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015



La Politique Nationale de Nutrition adoptée en février 2014 envisage une plateforme multisectorielle de coordination, le Comité National de Nutrition, incluant toutes les parties prenantes échelonné aux niveaux central, régional et communautaire. **Dans l'attente de son institution, un groupe de travail technique rassemble, sous le patronage du Ministère de la Santé, différents secteurs du gouvernement, les nations-unies, les donateurs, afin d'échanger des informations relatives à la nutrition.** Les participants au groupe technique assistent aussi aux réunions du Groupe de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (GSAN) réunit depuis 2011, sous la présidence rotative du PAM et de la FAO, plus de 30 institutions (ONG, Nations-Unies, partenaires techniques et financiers, structures étatiques).

Il existe une Alliance Nationale pour la Fortification des Aliments (ANFA) qui a démarré avec l'appui d'UNICEF, la stratégie d'iodation du sel depuis 2012. Elle a été officiellement créée par Arrêté interministériel en avril 2014.

Le Réseau de la Société Civile pour la Souveraineté et la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (RESSAN) existe depuis novembre 2013. Il est créé pour coordonner les actions de ses membres intervenant dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



La Politique nationale de nutrition adoptée en février 2014 fournit le cadre d'orientation pour la mise en œuvre des interventions multisectorielles de nutrition. Elle a été élaborée et validée, suivant une approche participative et inclusive, par les différents intervenants du pays en matière de nutrition.

Le groupe de travail technique sur la nutrition entreprend un plaidoyer pour une meilleure intégration de la nutrition au niveau des politiques sectorielles. Des programmes et des stratégies contribuent à la nutrition dans les domaines de l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'éducation et la santé.

Les agences des Nations-Unies ont intégré la nutrition dans leur document stratégique de planification commun, UNDAF 2016-2020.

Le Plan Stratégique 2016 – 2020 pour la Nutrition est en cours d'élaboration et prévoit la promotion des aliments riches auprès de la population, la promotion de la disponibilité alimentaire et du revenu des ménages.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Le Plan Stratégique de Nutrition, en cours d'élaboration, est un plan d'action conjoint pour la mise en œuvre de la politique nationale de nutrition, qui prévoit des mécanismes conjoints de suivi-évaluation et un Cadre Commun de Résultats. **Le groupe de travail technique sur la nutrition travaille sur ce dernier élément, en participant à l'identification des objectifs nutritionnels communs au niveau national, au soutien à l'organisation de CCR et au renforcement des capacités, avec le soutien des Nations-Unies.**

Des projets sont en cours pour le renforcement de la prise en charge nutritionnelle dans les écoles via la promotion

de jardins, distribution de vivres, formation des professeurs en matière de nutrition, mais la plupart de ces programmes se termineront fin 2015. Les communautés productrices de sel sont aussi soutenues dans la commercialisation de leurs produits. Sur la protection sociale, l'UE travaille avec les agences de santé communautaires pour un accès universel aux soins de santé gratuits sur un projet de réduction de la mortalité materno-infantile, et un volet jardin et cantines scolaires. Une révision du Plan National d'Investissement Agricole a été réalisée, fin 2013, par tous les acteurs impliqués, afin de prendre en compte les aspects oubliés dans la précédente politique dont la nutrition.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



Le Plan Stratégique de Nutrition doit inclure un budget prévisionnel pour la mise en œuvre de la Politique Nationale de Nutrition, qui permettra la mobilisation des ressources et le suivi des financements qui seront mobilisés pour les activités de nutrition.

Suivre le financement et mobiliser les ressources